



UNION INTERPARLEMENTAIRE
BUREAU DE L'OBSERVATEUR PERMANENT AUPRES DES NATIONS UNIES

Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique
mondiale et son incidence sur le développement

Déclaration du Secrétaire général
Mr. Anders B. Johnsson

Nations Unies
New York, 29 juin 2009

Monsieur le Président,

Je commencerai par vous féliciter d'avoir organisé cette importante conférence des Nations Unies. Nous traversons une crise véritablement mondiale qui affecte tous nos congénères. Il revient donc à l'ONU de prendre les devants et de contribuer à définir un projet commun pour l'avenir, une feuille de route qui puisse fédérer pays en développement et pays développés.

Permettez-moi en outre de remercier les Etats membres d'avoir salué le travail de l'Union interparlementaire dans le projet de document final. Cela montre, selon nous, que la réponse à la crise doit nous impliquer tous, y compris les parlements et leurs membres. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer à travailler avec vous dans cet esprit.

Mes propos aujourd'hui s'inspirent en grande partie des discussions tenues le mois dernier à Genève où l'Union interparlementaire a organisé une conférence parlementaire mondiale sur la crise économique. Législateurs, administrateurs parlementaires et experts des commissions parlementaires traitant des questions financières, bancaires, économiques et sociales et des questions de développement y ont débattu des enseignements que nous pouvons déjà tirer de la crise, et des politiques à mettre en place pour y répondre. Je me concentrerai sur quatre grands dossiers.

Tout d'abord, pour répondre immédiatement à la crise dans les nombreux pays gravement touchés, il a fallu mobiliser des fonds de relance très importants. Il faut veiller à ce que ce processus soit plus transparent, et les parlements ont les outils pour cela. Certains d'entre eux ont déjà mis en place des mécanismes et procédures de surveillance et de contrôle parlementaires des plans de relance. Plus largement, je crois que les parlements savent très bien qu'ils auraient pu faire davantage pour éviter la crise, et nous verrons sans doute nombre d'entre eux renforcer nettement leurs outils de contrôle.

Deuxièmement, la crise met en lumière une fois de plus la nécessité pour les Etats d'honorer leurs engagements à verser l'aide publique au développement. Sans cette aide extérieure, nombreux sont les pays en développement qui ne pourront pas atteindre les Objectifs du Millénaire, et encore moins surmonter la crise. Les parlements s'intéressent aujourd'hui plus attentivement à ces questions et l'UIP met davantage l'accent, dans ses propres travaux, sur la promotion concrète de la coopération internationale au service du développement.

Troisièmement, il faut plus de gouvernance et une gouvernance de meilleure qualité. L'Etat doit assumer un plus grand rôle en la matière. Le système financier doit être soumis à des contrôles plus rigoureux. Les parlements ont ici un rôle important à jouer. Nous avons besoin de plus de transparence et de régulation dans le système bancaire. Permettez-moi d'ajouter ici que cela vise également les banques centrales. Certaines banques centrales ont adopté des dispositifs de soutien aux établissements financiers qui ont exposé les contribuables à des risques énormes, et ce sans l'aval du Parlement.

Mais cela va au-delà du système financier et bancaire. L'emploi doit être au cœur du débat. La santé de l'économie mondiale ne doit pas être mesurée à l'aune de la

reprise des marchés boursiers, mais plutôt en termes de capacité à créer des emplois valorisant la dignité du travail. Il nous faudra sans doute près d'une décennie pour résorber la crise sociale. Cela impliquera l'abandon progressif des emplois informels dans une économie tout entière axée sur les exportations au profit du développement du marché intérieur et de la consommation.

Il nous faut aussi admettre que la crise financière mondiale affecte différemment les femmes et les hommes. La crise risque non seulement de figer ces inégalités enracinées mais il est probable qu'elle va même les exacerber, et que les femmes vont s'enliser un peu plus dans la pauvreté. Or les femmes sont un élément moteur de notre économie, formelle et informelle, et les solutions à la crise doivent donc miser sur leur potentiel, reconnaître leur contribution et promouvoir l'égalité des sexes.

Ce sont là des questions fondamentales de politique publique. Elles doivent être examinées et débattues dans la société et au Parlement. Ce débat a déjà commencé mais il reste encore du chemin à parcourir. L'UIP s'emploiera tout particulièrement à nourrir ce débat.

Quatrièmement, en ce qui concerne les institutions financières internationales, les parlementaires souhaitent contribuer à la définition d'un système amélioré qui soit plus à l'écoute des aspirations profondes de nos concitoyens. A notre avis, une interaction beaucoup plus étroite devra être assurée avec les institutions financières internationales. Le débat sur la bonne gouvernance des institutions financières internationales ne doit pas se réduire à une discussion sur les droits de vote. Il faut aussi que ces institutions répondent mieux aux besoins réels des peuples, et il faudra donc les ouvrir à un plus grand contrôle parlementaire tout en leur faisant bénéficier d'un soutien accru des parlements.

Comme les Membres de l'ONU le savent, au cours de la dernière décennie, l'UIP a travaillé avec les parlements à renforcer la dimension parlementaire des travaux de l'Organisation des Nations Unies. L'an dernier, la résolution de l'Assemblée générale sur la coopération entre l'ONU et l'UIP a fait entrer cette stratégie dans une phase nouvelle. Nous proposons que le même processus soit instauré en ce qui concerne les institutions de Bretton Woods. Nous pensons que ces institutions, et les pays qu'elles ont pour mission de servir, seront les premiers à bénéficier d'une plus grande coopération avec les parlements et l'UIP.

En conclusion, permettez-moi d'insister sur un point essentiel. Cette crise était annoncée. Nous ne pouvons pas prétendre n'avoir rien vu venir. Il y a eu de nombreux signes avant-coureurs. Mais le modèle de développement que nous suivons aveuglément, et l'équilibre du pouvoir dans la société sont tels que nous avons abandonné toutes les décisions essentielles à l'argent et au marché.

A son niveau le plus fondamental, donc, la crise pose la question du type de société où nous voulons vivre. Elle soulève des questions de morale et d'éthique. A tout le moins, nous devons y répondre sans faire comme si rien de rien n'était, et rechercher un meilleur équilibre entre la voix de la société, le rôle de la puissance publique et la dynamique du marché.

Je vous remercie.